

Langage et démocratie participative – comment les élus parlent-ils avec les citoyens ? ** –

Abstract: The article tries to put in evidence the rhetorical tools with which are build and closed themselves and go out the conflicts of opinion between the local authorities and the citizens. Thus, by questioning the practice of the participative democracy in Iasi (Romania), the author shows how and up to what point it is possible to profit from the force of the arguments, the appropriateness of the techniques of argumentation, the capacity of persuasion of a quite selected topic, capacity of seduction of an expressive language, but also how the various actors can be surprised and fall into the trap of sophisms. From where the conclusive assumption of a discursive practice of the participative democracy in direct relationship with the knowledge of the virtues and the limits of the language.

Keywords: participative democracy, conflict of opinion, argumentation techniques, persuasion, local power.

Résumé: L'article tâche de mettre en évidence les outils rhétoriques avec lesquels se construisent et s'éteignent les conflits d'opinion entre les autorités locales et les citoyens. Ainsi, en interrogeant la pratique de la démocratie participative à Iasi (Roumanie), l'auteur montre comment et dans quelle mesure il est possible de bénéficier de la force des arguments, de l'opportunité des techniques d'argumentation, de la capacité de persuasion d'un thème bien choisi, du pouvoir de séduction d'un langage expressif, mais aussi comment les différents acteurs peuvent être surpris et tomber dans le piège des sophismes. D'où l'hypothèse conclusive d'une pratique discursive de la démocratie participative en rapport direct avec la connaissance des vertus et des limites du langage.

Mots-clés: démocratie participative, conflit d'opinion, techniques d'argumentation, persuasion, conviction, pouvoir local.

1. Quelques réflexions conceptuelles

L'expérience historique a montré que, dans toutes les situations, une forme de gouvernement démocratique de la so-

ciété est préférable à une tyrannie et également à un gouvernement autoritaire. Pourquoi? Parce que, dans la pratique sociale, la démocratie a prouvé ses résultats favorables pour le développement de la communauté en général et pour l'affirmation de chacun des membres de la société à part.

Qu'est-ce que un gouvernement démocratique? Les manuels usuels de science politique considèrent qu'un gou-

* Université „Al.I.Cuza“, Iasi (Roumanie)

** Le texte est la version élargi de l'article „Le langage de la démocratie locale participative. Une approche du comportement verbal dans la relation pouvoir-citoyens à Iasi (Roumanie)“, „Science de la société“, No. 69, 2006, pp. 137-157;

vernement démocratique est celui qui a la base une large consultation de la population. D'ailleurs, le terme est formé par l'union de deux mots grecs: «dêmos» (peuple) et «kratos» (pouvoir, gouvernement). L'exemple toujours invoqué lorsque quelqu'un voudrait donner une illustration est celui de l'Athènes du siècle de Périclès. Chaque grec pouvait participer au débat de tous les problèmes importants de la cité et les décisions étaient prises par rapport à la volonté des citoyens. Un siècle fleurissant pour la valorisation des personnalités, pour le développement de la littérature, de la philosophie, de la science, de la médecine, du théâtre, de la vie culturelle en général.

L'agrandissement des communautés humaines a imposé le fonctionnement de deux types de démocratie: une démocratie directe (fondée sur la consultation de tous les membres de la communauté pour décider les voies importantes d'action pour le développement de la société) et une démocratie représentative (par les élections libres étaient sélectionnés ceux qui avaient le pouvoir de décision dans la société). A partir du célèbre „Gettysburg Address“ fait pendant la Guerre Civile par Abraham Lincoln où la démocratie est considérée „le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple“, Andrew Heywood fait la distinction entre la démocratie directe („par le peuple“) et la démocratie indirecte („pour le peuple“), qui n'est rien autre chose que la démocratie représentative (Heywood, 1999: 224-229). Ces deux formes de la démocratie fonctionnent ensemble au niveau central et local. Le Parlement d'un pays est l'expression du fonctionnement de la démocratie représentative au niveau central et l'élection du Parlement est une bonne illustration du fonctionnement de la démocratie directe au niveau central. Le

Conseil local est l'exemple de la démocratie représentative au niveau local pendant que la rencontre du maire de Iasi avec les citoyens de la ville est un exemple du fonctionnement de la démocratie directe locale.

Dans un extrait de l'article de A. Chanel (2000: 5-23), publié sur l'internet sous un titre plus persuasif¹ on attire l'attention que, par rapport à la démocratie directe où la participation des citoyens est obligatoire, la démocratie représentative recouvre trois conditions: le choix des gouvernants est réalisé par les élections libres; l'exercice du gouvernement appartient à la majorité; il y a un respect pour l'opposition. Il y a une préférence pour la démocratie directe: la consultation populaire est le signe de la santé de la société, de la normalité des relations entre les facteurs de pouvoir et ceux qui ont la possibilité de décider la légitimation des postes de pouvoir². Plus encore, la

¹ <http://www2.ac-lyon.fr/enseignement/ses/ecjs/democratie.html>;

² A l'automne du 1996, pendant un stage de recherche au Centre de Recherches Sémiologiques de Neuchâtel (Suisse), j'ai habité le Canton Neuchâtel et j'ai eu l'occasion de voir au travail la démocratie directe: presque chaque mois les habitants de Neuchâtel étaient consultés en ce qui concerne différents problèmes: les droits des étrangers d'habiter Suisse ou le canton, les taxes, la systématisation de la ville. Pour un individu qui quittait pour la première fois un pays communiste dominé par une dictature extrême (Roumanie), c'était une situation incroyable. D'ailleurs, les traités de science politique voient la Suisse comme un modèle du fonctionnement de la démocratie directe: „Similar systems of 'town-meeting democracy' continue to be practised at a local level in some parts of the United States, notably in New England, and in the communal assemblies employed in Switzerland“ (Andrew Heywood, *Political Theory...*, p. 224). L'aspect est souligné par les analyses concrètes: „Notre objet d'étude est celui de l'argumentation politique ordinaire dans le système politique de la démocratie directe de la Suisse. Cette démocratie référendaire suppose un type de *communication politique* spécifique, basée sur

démocratie directe est préférable dans les relations de pouvoir locales parce qu'elle met en contact direct les porteurs de pouvoir et les citoyens³.

une participation réelle et permanente des citoyens. Plus concrètement, les citoyens suisses sont appelés à se prononcer périodiquement, environ quatre à cinq fois par an, sur un total d'une quinzaine de sujets de l'actualité politique. Lors de chacune de ces *votations populaires*, les citoyens sont invités à donner leur avis (en votant par *oui* ou par *non*) sur trois à quatre problèmes d'intérêt national, auxquels s'ajoutent volontiers quelques autres relevant des cantons et des communes. [...]. Contrairement aux Etats centralisés où les citoyens ne sont que rarement appelés aux urnes (et dans ce cas uniquement pour des élections), le citoyen suisse est invité à participer activement et constamment à la discussion publique des problèmes courants de la vie quotidienne. C'est ce qui entraîne un type d'espace public et de débat public et, par conséquent, de communication et d'argumentation politiques, tout à fait spécifiques : intrinsèquement délibératif et participatif et donc situé à l'opposé complet de systèmes politiques où l'on gouverne par décrets" (Uli Windisch, Patrick Amey, Francis Grétilat, *Communication et argumentation politiques quotidiennes en démocratie directe*, Hermès, 16, 1995, pp. 57-58);

³ L'importance de plus en plus des niveaux locaux d'organisation du pouvoir est souvent soulignée: „Le local est présenté de manière générale comme le creuset et le laboratoire de ce nouvel horizon démocratique. L'idéologie participationniste trouve son plein accomplissement à cette échelle qui cristallise de nombreuses croyances et la plupart des nouvelles utopies démocratiques (cf. le slogan de Porto Alegre «agir local, penser global»). Le local est perçu comme un lieu de participation en lui-même mais aussi, de manière générale, comme l'échelle la plus pertinente pour entreprendre une «reconquête citoyenne» et une réconciliation entre les citoyens et la politique sur fond de crise de la représentation. Le renouveau de la démocratie locale est de ce point de vue inséparable depuis quelques années des flux et déplacements nouveaux de légitimités entre local et national. Le local a peu à peu été (re)constitué socialement comme le niveau privilégié de la politisation ordinaire des citoyens, de l'efficacité, de la mise en cohérence de l'action publique et le foyer d'une socialité renouvelée" (Rémi Lefebvre, Magali Nonjon, *La démocratie locale en France. Ressorts et usages*, dans : *Démocratie locale et Internet*, Sciences de la Société, No 60, 2003, p. 10);

Une situation spéciale a le concept de démocratie participative. Y a-t-il une place pour une forme nouvelle de démocratie entre la démocratie directe et la démocratie représentative ? Pour certains participants aux débats publics sur la démocratie locale participative la question ci-dessus n'est pas une question rhétorique. Pléonasme, s'interrogent-ils ?⁴ Voilà une définition:

„La démocratie participative, c'est donc une expérience de démocratie active (sans la médiation passive de la représentation), directe (le peuple s'assemble), locale (pour traiter d'affaires proches, dans lesquelles chacun est impliqué et dont il a une connaissance immédiate) avec un pouvoir de décision (concernant, par exemple, la répartition d'un montant limité du budget municipal) et dans laquelle *pas un n'est laissé pour compte*. L'exercice du pouvoir local participatif est donc mixte, partagé entre un élément indirect représentatif (les élus municipaux), un élément direct (les habitants des quartiers) et un élément semi-direct (les délégués de base mandatés et révocables)" (<http://www.montbougne.net>).

La démocratie participative a des objectifs bien identifiés: (a) „produire une bonne gestion publique dans un objectif managérial"; (b) „créer du lien social en animant un quartier"; (c) „faire que tout change pour que rien ne change en fabriquant de meilleurs citoyens qui iront voter pour l'équipe actuelle" (Blondiaux, 2005).

A partir de la conception de Cassirer (1972) sur les formes symboliques, Bratosin (2001) a proposé la méthode de la *concertation* comme instrument d'action dans la pratique de la démocratie:

„...les structures de discussion publique trouvent les arguments pour proposer un *cadre de production collective* permettant, d'une part, la

⁴ http://www.montbougne.net/article.php3?id_article=219;

mise en question des délimitations existantes entre les organisations qui y participent et d'autre part, l'émergence de nouvelles articulations entre les jeux des acteurs. Par ce biais, principalement, le cadre référentiel mythique de la participation, en dépit des critiques formulées ici et là au sujet des effets pervers de la transparence des projets publics, suscite un regard politique nouveau sur *la concertation*: elle est récupérée ouvertement par les élus comme forme de *participation au système d'interactions de la démocratie représentative* (Stefan Bratosin, *La concertation: forme symbolique de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 14).

Evidemment, la concertation est l'une des formes de faire productive la démocratie participative mais elle n'est pas la seule. Il y a aujourd'hui une préoccupation insistante pour identifier de nouveaux instruments d'action pour agrandir l'efficacité de la démocratie locale (Boure et Loiseau, 2003). Toutes les parties impliquées sont intéressées: premièrement les citoyens de la communauté parce que le but de la démocratie participative est celui de résoudre les problèmes locaux; deuxièmement les représentants du pouvoir local parce que la démocratie participative a la possibilité de résoudre les conflits d'intérêts et d'opinion entre le pouvoir local et les citoyens.

Au-delà de toutes les discussions et les distinctions conceptuelles, évidemment nécessaires pour pouvoir partir à une investigation pratique sur les particularités du langage de la démocratie locale participative, une question reste néanmoins comme permanence d'une méditation philosophique au moins: y a-t-il une garantie que la démocratie puisse survivre au XXI-ème siècle? C'est une question importante que pose Dorna dans une dernière parution éditoriale (Dorna et Georget, 2004). Et ses pensées restent encore d'un scepticisme modéré:

„La démocratie moderne, exaltée par les uns, questionnée par les autres, et paradoxalement victorieuse partout, se trouve dans une impasse inattendue, bien que prévisible depuis ses origines. En effet, la démocratie sous sa forme représentative est devenue un dilemme à retardement: une fuite en avant avec le retour des formes oligarchiques de pouvoir et la négation pratique des principes de participation directe des citoyens dans les affaires communes“ (Alexandre Dorna, Patrice Georget, *La démocratie peut-elle survivre au XXI^e siècle? Psychologie politique de la démocratie*, Inter Press Editions, Paris, 2004, p.13).

2. Le langage comme l'outil d'action: le passage de „dire“ à „faire“

La démocratie directe participative c'est seulement le cadre de manifestation des relations entre le pouvoir local et les citoyens. Tous les résultats positifs de ce fonctionnement, toutes les conséquences favorables pour les citoyens et, également, pour la communauté dépendent de la modalité du transfert en pratique des vertus de la démocratie participative. L'outil principal du passage de „dire“ à „faire“ c'est le langage. Les décisions les plus favorables, les actions les plus profitables, les meilleures mesures d'ordre administratif, les démontages de tous les abus sont les résultats des débats polémiques entre les représentants du pouvoir local et les citoyens. La force des arguments, la clarté des explications, la validité des raisonnements, la beauté des exposés constituent les points forts du langage utilisé dans toutes les discussions publiques sur les problèmes locaux.

Evidemment, dans tous les problèmes tous les gens considèrent qu'ils ont raison. Il est impossible si, en ce qui concerne le même problème, ils ont des opinions contraires. Quelle est la voie à poursuivre? Une seule, dévoilée par Socrates dans les connus dialogues de

Platon: rechercher avec l'autre⁵. Rechercher avec l'autre un problème, une idée, un fait, une situation c'est la condition primordiale pour découvrir la vérité. Pourquoi ? Parce que la confrontation des idées, des arguments impose jusqu'à la fin la meilleure solution, la meilleure option d'action pratique. Or, c'est même le but des débats publics dans la démocratie directe participative: trouver les meilleures solutions aux problèmes de la communauté et des citoyens. Il est facile de constater que tous les acteurs des formes de la démocratie directe locale parlent. Le font-ils d'une façon adéquate et profitable pour accomplir les finalités des débats publics, des confrontations locales ? Normalement, la réponse devrait être affirmative. Mais, en fait, il n'est pas toujours le cas.

Nous voulons souligner ici seulement notre base de données à laquelle nous travaillons pour analyser le langage de la démocratie directe avec une application spéciale au Département de Iasi (Roumanie). Premièrement, nous avons en vue les *discours des représentants du pouvoir local* prononcés à l'occasion des rencontres directes avec les citoyens de la ville de Iasi (le maire, les vices maires, les conseillers locaux, le porte-parole de la mairie, les chefs des institutions subordonnées à la mairie). Ces formes de discours assez diversifiées (exposés, déclarations, répliques,

réponses, explications) constituent les données empiriques qui mettent en évidence la position du pouvoir local sur les certaines catégories de problèmes quotidiens des citoyens. Pour les périodes relativement récentes elles sont stockées dans les archives de la mairie ou des institutions subordonnées.

Deuxièmement, nous travaillons sur les *réactions des citoyens aux actions, aux déclarations et aux initiatives des autorités locales* (gouvernants locaux). Ici les possibilités sont multiples. Les différentes associations réagissent aux décisions locales (par la soutenance ou la réfutation): les associations des quartiers, les associations de locataires (les habitants d'un bâtiment, par exemple), les associations professionnelles. Parfois, certaines personnalités (culturelles, artistiques, scientifiques, sportives) de la ville prennent une position par rapport aux décisions ou aux initiatives de la municipalité. Sans doute, bien que elles aient une double qualité (personnalité et citoyen), dans la plupart des cas elles s'adressent dans leur qualité de citoyens de la ville. Enfin, les citoyens ordinaires peuvent s'adresser (et s'adressent souvent) aux représentants du pouvoir local avec des propositions, des suggestions, des critiques. Les formes de s'adresser sont multiples: les documents d'adhésion ou de proteste signés par tous les membres de l'association et expédiés aux autorités locales (forme pratiquée surtout par les associations), lettre ouverte adressée au maire et, d'habitude, publié dans la presse locale (forme pratiquée souvent par les personnalités), pétitions, demandes, réclamations (utilisées spécialement par les citoyens ordinaires et qui combinent les problèmes personnels avec ceux d'intérêt local plus général).

Soulignons, troisièmement, une autre source de notre investigation sur le langage de la démocratie locale directe: *la*

⁵ „Nous voyons Socrate, dans ces Dialogues de Platon, toujours flânant sur les places publiques, les lieux de réunion, sur les chemins suburbains d'Athènes, comme pour chercher la vérité auprès de ses concitoyens, la cherchant sans doute en lui-même, mais toujours en collaboration et avec l'aide de ses élèves présumés auxquels il ne révèle en somme que leurs propres conceptions de la vérité, mais enregistrant fidèlement la moindre lumière qu'il obtient, sans toutefois jamais conclure“ (Walter Peter, *Platon et le platonisme*, Payot, Paris, 1923, pp. 210-211);

presse (les journaux, la télévision, la radio, l'Internet). Je voudrais montrer que toutes les formes de presse organisent les débats sur les problèmes d'intérêt local (les problèmes „chauds“ ou „brûlants“) qui touchent toujours la vie quotidienne des citoyens. En général, la presse met en scène un *triangle communicationnel*: le citoyen, le représentant du pouvoir local et le médiateur (le journaliste)⁶. La technique est relativement simple: le médiateur formule le problème, les acteurs débattent pro ou contre, les citoyens peuvent intervenir en direct (lorsqu'il s'agit de télévision ou de radio) ou peuvent envoyer leurs opinions aux journaux (dans le cas de la presse écrite), les autorités peuvent également intervenir (d'habitude elles sont appelées par le modérateur, le journaliste). Certes, ces débats, surtout s'ils se déroulent à la télévision, ont un impact considérable sur le public, sur la communauté locale.

Voilà les trois catégories de documents sur lesquels nous travaillons pour pouvoir identifier quelques procédures plus importantes du langage dans les débats publics. Nous avons dit que chaque acteur parle. C'est vrai mais la question est ci-dessous: parler c'est communiquer? Pas toujours. La préoccupation principale des participants dans le cadre de la démocratie représentative locale doit être celle de communiquer:

„La communication est une condition de participation. Communiquer c'est prendre part, c'est participer à quelque chose qui peut prendre des formes plus ou moins achevées telles que l'échange de signes ou le partage du sens. Communiquer politiquement c'est mettre en commun des opinions, des arguments, des récits relatifs à la communauté“ (Jacques Gerstlé, *La communication politique*, PUF, Paris,

1992, p. 104; Cité après: Alain Lavigne, *Elus, communicateurs et publics: discours et arguments sur l'information municipale*, Hermès, 16, Paris, 1995, p. 259)

D'ailleurs, nous avons montré que l'essence de l'exercice du pouvoir est son caractère relationnel (Salavastru, 2004: 125-145). Par conséquent, la démocratie participative constitue le cadre le plus favorable de la manifestation de l'essence du pouvoir.

3. La «discussion critique» est-elle apte à résoudre les conflits d'opinion ?

Pourquoi la participation est-elle nécessaire et les débats publics des questions importantes pour la communauté sont-ils impératifs? Parce que les gens ont des opinions différentes, même contradictoires sur le même problème, sur le même comportement, sur la même action à poursuivre. En ce cas ils sont dans un *conflit d'opinion*. Qu'est-ce que un conflit d'opinion? Un conflit d'opinion s'installe entre deux ou plusieurs individus dans le cas où ils ont des options opposées en ce qui concerne le caractère vrai ou faux d'une thèse. La sphère des conflits d'opinion est très large: il y a des gens qui considèrent que le phénomène de la corruption est généralisé en Roumanie et il y en a d'autres qui soutiennent que le même phénomène est sous contrôle, le critique X soutiens que le roman de l'écrivain Y est excellent tandis que le critique Z le considère médiocre, le juge est sûr que l'accusé est coupable, l'avocat au contraire. Tous sont dans un conflit d'opinion.

Evidemment, les conflits d'opinion sont permanents en ce qui concerne les problèmes d'intérêt local des citoyens. Voilà un problème qui a suscité un long débat dans la communauté locale de Iasi

⁶ L'idée est suggérée par Uli Windisch, Patrick Amey, Francis Grétilat dans leur article cité ci-dessus, p. 58;

et qui a engagé personnalités, écrivains, historiens, citoyens ordinaires, autorités. La dispute est parue à la fois de l'initiative des autorités locales de rebaptiser certaines rues de la ville (en Roumanie une „mode“ veut que chaque nouveau pouvoir installé change les noms de certaines rues !). Par conséquent, la mairie considère que:

Les noms de certaines rues de Iasi doivent être changé.

Mais, rapidement, interviennent les citoyens. Voilà l'opinion d'un d'entre eux (V.G., écrivain et philosophe):

„La mode obsessionnelle et inculte de rebaptiser les rues consacrées doit être réfuter avec toute l'indignation“ („Ziarul de Iasi“, 16 janvier 2006).

C'est clair. L'auteur est évidemment contre la mesure de la municipalité et, au moins de sa tonalité, résulte une option ferme. Un conflit d'opinion s'ouvre entre l'auteur et la mairie en ce qui concerne cette mesure de rebaptiser certaines rues de Iasi. Par rapport à l'initiative de la mairie mais encore en se rapportant au point de vue du philosophe intervient le troisième (C.O., ingénieur et fin connaisseur de l'ancien Iasi) qui considère que certains noms doivent être changés (noms donnés par le régime communiste) mais les autres rues doivent conserver leurs noms:

„L'espace de journal ne permet pas de citer tous les noms de rues inadéquats qui sont utilisés encore aujourd'hui dans notre ville [...]. Mais s'il ne s'est pas revenu à la rue «Costache Negruzzi» (écrivain) et à la rue «A.D.Xenopol» (historien) c'est bien sur, «une limite de l'esprit... de Iassy»“ („Ziarul de Iasi“, 4 février 2006).

Le dernier intervenant est, également, dans un conflit d'opinion avec la mairie et, aussi, avec l'option ferme du premier. Les débats locaux ont en vue beaucoup de problèmes sur lesquels les points de vue sont différents, même contradictoires: la répartition du budget local, le transport public, la protection de l'environnement, la construction des bâtiments sociaux, l'assistance sociale de vieux, les chiens errants, l'assistance des personnes dépendantes de drogue et d'alcool, l'assurance du citoyen.

La communication entre la population locale et les autorités a pour but la résolution des conflits d'opinion générés par ces opinions différentes sur les problèmes de la communauté et de trouver les meilleures solutions aux problèmes des citoyens. Comment est-il possible résoudre un conflit d'opinion? Un conflit d'opinion peut être résolu par une *discussion critique* (Emeren et Grootendorst, 1984; 1996; Emeren, Grootendorst et Snoeck Henkemans, 1996), c'est-à-dire par la confrontation des arguments des participants à ce dialogue polémique. La première étape c'est la *présentation des preuves*, des arguments pour ou contre des participants. Si nous avons en attention le conflit d'opinion mentionné ci-dessus, nous pouvons présenter les arguments des combattants:

Les arguments *pour* la thèse de la mairie:

- (1) Il y a des personnalités de la ville ou du pays qui méritent une récompense pour leurs contributions culturelles, scientifiques ou administratives;
- (2) Il y a des noms anachroniques pour certaines rues de la ville qui ne peuvent plus être maintenus aujourd'hui;
- (3) Les autorités locales ont le droit, selon la loi, de changer certains noms des rues;

Les arguments *contre* la thèse (le premier intervenant):

- (1) Les rues ont une certaine „âme“ qui doit être respectée même par les autorités locales;
- (2) Le nom d'une rue exprime une certaine „histoire“: économique (par exemple „la rue de l'Usine“), sociale („la rue de la Justice“), culturelle („la rue du Théâtre“);
- (3) Changer toujours les noms des rues implique des frais supplémentaires pour les citoyens;

La deuxième étape c'est *l'analyse critique des preuves*. Chaque participant au débat formule ses observations critiques par rapport aux preuves (aux arguments) des interlocuteurs. Une analyse critique des preuves est une investigation qui porte sur trois aspects: la vérité (les arguments sont-ils vrais ?), la validité (les arguments sont-ils véhiculés par des raisonnements valides?) et la force (les arguments ont-ils une influence puissante sur l'interlocuteur ?). Une analyse rapide des deux séries d'arguments fait apparaître que les arguments de la mairie sont moins pertinents que ceux de l'intervenant: l'argument (1) de la mairie est vrai, a une certaine force, mais il n'est pas la condition suffisante-nécessaire de la thèse (par conséquent, le raisonnement n'est pas valide); l'argument (2) est vrai, mais il n'a pas force et le raisonnement n'est pas valide; enfin, l'argument (3) est vrai, mais il n'a pas force et est exprimé à l'aide d'un raisonnement nonvalide. En revanche, les arguments de l'intervenant sont plus pertinents: l'argument (1) est vrai, il a une force significative (la population est toujours sensible aux questions psychologiques) et il est exprimé par un raisonnement valide; l'argument (2) est vrai, il est fort (l'appel au passé a toujours un grand impact) et il

est valide; enfin, l'argument (3) est vrai (il peut être vérifié), il est fort et valide.

La troisième étape est *la confrontation des arguments*. Quelles sont les plus réelles, les plus puissantes, éprouvées comme valides ? La confrontation des preuves a pour résultat la clôture de la dispute critique. Une dispute critique est fermée si, sous la contrainte de la puissance des argumentes, sous la pression des preuves, une partie renonce à sa thèse et assume la thèse de l'adversaire. Par exemple, si la mairie renonce à la soutenance de la thèse:

Les noms de certaines rues de Iasi doivent être changé.

et, évidemment, à toutes les actions qui visent la mise en pratique de cette thèse, alors le conflit d'opinion entre la mairie et le premier intervenant est considéré fermé.

Les discussions sur le sujet ci-dessus sont encore en déroulement à Iasi et nous ne savons pas aujourd'hui quelle sera la finalité de ce vrai spectacle dialogique. Mais nous avons un exemple plus concluant de conflit d'opinion entre les autorités locales et les citoyens de Iasi qui a été résolu en faveur des citoyens: l'agrandissement des taxes locales. Au mois de novembre 2005 le maire a annoncé (tout d'abord à une télévision locale et puis dans la presse écrite) l'intention des autorités locales d'agrandir les taxes. La réaction des habitants de la ville n'a pas été particulièrement vive. Cela s'explique aisément: souvent, nombre de propositions ou initiatives ont seulement le rôle de „tester“ la réaction de l'opinion publique et, de fait, elles ne sont pas mises en pratique.

Dans le contexte d'une réaction publique timide, le maire introduit à l'ordre de jour de la séance du Conseil local municipal, au décembre 2005, cette proposition qui, à l'aide des ses alliés politiques, a

obtenu une vote majoritaire et a été adoptée. La réaction de l'opinion publique est, en ces conditions, assez véhémement et elle se déroule dans un horizon plus large: l'opposition politique, la presse écrite, la radio, la télévision, les citoyens. Le „Journal de Iasi“ questionne ses lecteurs:

Etes-vous d'accord avec l'agrandissement des impôts locaux ?

Voilà quelques réponses plus significatives:

S.I: „C'est vrai, le développement de la ville est fait à l'aide des taxes mais je pense que nous avons trop de taxes et d'impôts“;

M.P: „A une population si pauvre l'agrandissement du nombre des taxes est-elle une solution raisonnable ?“

V.B: „Il y a des habitants de notre ville qui n'ont pas de ressources pour payer les taxes qui existent déjà. Comment pourraient-ils payer les nouvelles taxes ?“

Une systématisation des positions des répondants nous montre la classe des arguments contre à la mesure des autorités:

- (1) La ville Iasi a le plus grand nombre de taxes et d'impôts du pays;
- (2) La zone de la Moldavie est la plus pauvre du pays;
- (3) Dans notre ville il y a de larges catégories de citoyens qui vivent à la limite de la subsistance;

D'autre part, la mairie vient avec les arguments propres, même pertinents:

- (1) Le pourcent du budget national qui revient à Iasi ne couvre pas tous les besoins d'une ville qui a plus de 350.000 habitants;
- (2) La ville de Iasi a beaucoup de frais qui doivent être faites au bénéfice des habitants (environnement, assistance sociale, transport public etc.);

- (3) Les ressources financières attirées au budget local d'autres sources sont insuffisantes par rapport aux nécessités;

Au-delà de l'acte rationnel des preuves, est lancé dans la lutte l'instrument discursif de la persuasion et de la séduction:

„Maire, le taxateur !“

„Les taxes montent, les passagers descendent“ (une excellente paraphrase).

Sous la pression de l'opinion publique et des arguments, les autorités locales cèdent et le conflit d'opinion est fermé.

Quels sont les „objets“ qui génèrent un conflit d'opinion? Comme nous avons dit, un conflit d'opinion apparaît lorsque les interlocuteurs ont des opinions différentes sur le contenu informationnel d'une thèse. C'est intéressant de déterminer quels sont les „objets“ par rapport auxquels les individus ont des opinions opposées. Nous assumons ici le *modèle triadique de la dialogique transactionnelle* proposé par Gilbert Dispaux (1984: 13-61). L'auteur considère qu'une dispute critique est une confrontation de jugements. Dans ces „transactions dialogiques“, la distinction entre les jugements utilisés doit avoir pour critère l'*intention* avec laquelle est produit le jugement. Il y a trois intentions distinctes: l'intention de communiquer certaines observations (concrétisée dans les „jugements d'observation“), l'intention de communiquer une évaluation („jugements de valeur“), l'intention de communiquer une prescription („jugements prescriptifs“).

Par conséquent, les confrontations entre les autorités locales et les citoyens ont en vue, surtout, les trois catégories de jugements ci-dessus. Pourquoi ? Il y a des opinions différentes en ce qui concerne les jugements d'observation pour le simple fait que les observations peuvent être différentes d'un individu à l'autre. Nous pré-

sentons deux réponses à la même question:

La situation des chiens errants dans notre ville est-elle améliorée ?

A.G., 21 ans, étudiante:

„Je ne remarque aucune amélioration. Par contre, ils paraissent plus et plus agressifs. J'habite dans le quartier «Nicolina» et je ne peux pas sortir de ma maison parce qu'il y a plus de 10 chiens errants très agressifs qui attendent toujours les gens pour les agresser. C'est une situation insupportable ! (*Lettre adressée au Maire*, ligne d'Internet ouverte pour les réclamations des citoyens, Archives de la Mairie Iasi, 15 Février 2006).

C.C.P., 27 ans, chauffeur:

„C'est vrai qu'ils sont aujourd'hui en petit nombre mais la différence n'est pas très grande. Je ne suis pas préoccupé spécialement par la situation des chiens errants, mais l'on constate une amélioration de ce situation“ (,Ziarul de Iasi“, 20 Janvier 2006).

Nous ne sommes pas d'accord en ce qui concerne les jugements de valeur parce qu'ils sont, dans la plupart des cas, les jugements de goût. Voilà deux réponses des citoyens à la question:

„L'investissement dans les bus «MAZ» est-elle une bonne affaire pour la mairie et pour l'amélioration du transport public à Iasi ?

question qui a engendré un long débat polémique en ce qui concerne l'opportunité d'acheter ces bus de fabrication ukrainienne:

„Je sais qu'il existe beaucoup de discussions en ce qui concerne le problème de l'acquisition de ces bus et, aussi, il y a eu des voix qui ont souligné que cet investissement de la mairie n'était pas rentable, que le prix est trop, que le

budget de la mairie sera ruiné. [...]...la réalité en parle elle-même“ (C.I., comptable, 54 ans; „Ziarul de Iasi“, 8 février 2006);

„Un transport public est efficace seulement s'il y a un grand nombre de passagers sur toute la durée de la journée. Ce qui n'est pas le cas dans notre ville. La fermeture des fabriques, la migration des jeunes, la pauvreté des citoyens et de la ville sont quelques raisons pour lesquels les bus sont inefficaces à Iasi“ (I.C., ingénieur, 47 ans; „Ziarul de Iasi“, 8 février 2006);

Enfin, il y a des opinions contraires concernant les jugements prescriptifs parce que les prescriptions (ordres, conseils etc.) ont pour fondement les observations et les évaluations. A la rubrique „La vie de la ville“, sous le titre „Suggestions pour le maire: comment nous pouvons résoudre le problème des chiens communautaires“, une publication locale insère beaucoup de réponses:

„Je pense que chaque citoyen de Iasi doit adopter un chien“ (V.T., 44 ans, administrateur; „Ziarul de Iasi“, 1 février 2006);

„Depuis 15 ans la mairie n'a pas pu trouver une solution à ce problème. Je pense que, maintenant, doit être appliquée une solution radicale: l'euthanasie“ (M.A., professeur, 60 ans; „Ziarul de Iasi“, 1 février 2006);

4. Les procédures logiques: arguments et techniques d'argumentation

La mise en scène de la démocratie locale participative est un dialogue continuellement manifesté entre les autorités et les citoyens, une communication permanente entretenue entre le «centre» et la «périphérie» (Pailliant, 2003: 31-46). Tous les participants à ce dialogue poursuivent de convaincre les autres du fait que leurs

propositions sont vraies. Chaque séquence discursive de cet acte permanent de communication réciproque est une „micro-structure argumentative“ parce que seulement à l'aide de l'argumentation il est possible de déterminer une *conviction* (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 1958: 34-40). Pour convaincre, il faut, premièrement, une *construction rationnelle cohérente* qui doit avoir la force de déterminer l'autrui d'accepter, sur la contrainte des arguments, la thèse de l'opposant. Une construction discursive rationnelle cohérente se fonde sur deux éléments: les arguments (qui doivent être vrais) et les techniques d'argumentation ou les raisonnements (qui doivent être valides).

Par conséquent, nous voulons voir qui sont les types d'arguments et les techniques d'argumentation utilisées par les autorités, par les citoyens dans ces débats polémiques sur les problèmes locaux de première importance. Soit la séquence discursive:

„Nous n'avons pas un motif très sérieux de nous soucier du fait que le nombre des chiens errants est de plus en plus petit. Nous avons sous contrôle la situation dans notre ville, nous avons quatre équipes qui travaillent entre 6h – 22h pour capturer les chiens errants des quartiers et, ce qui est très important, pendant dernier mois nous n'avons eu que 14 réclamations reçues des citoyens en ce qui concerne les chiens errants“ (I.A., responsable de la mairie, «Tele-M», 1 février 2006)

qui est la réponse du responsable de la mairie à la question mise par l'organisateur d'un débat télévisé sur le problème des chiens vagabonds dans la ville Iasi („Une après-midi avec Iulian Micu“, «Tele-M», Iasi, 1 février 2006):

Les chiens vagabonds sont-ils vraiment un danger pour les habitants de notre ville ?

La réponse du représentant de la mairie est un essai d'argumenter que les chiens vagabonds ne sont pas un danger pour les habitants. L'argumentation a la forme ci-dessous:

(La thèse)



(q) Les chiens errants ne sont pas un danger pour les habitants (parce que)

(Les arguments)



(p₁) Le nombre est de plus en plus petit;
 (p₂) Nous avons sous contrôle la situation des chiens;
 (p₃) Nous avons quatre équipes qui travaillent pour capturer les chiens errants;
 (p₄) Pendant ce dernier mois la mairie n'a reçu que 14 réclamations concernant les chiens errants;

Une petite analyse sur la structure de l'argumentation nous montre que le représentant de la mairie utilise surtout les *arguments qui se fondent sur les faits* („le nombre des chiens errants est de plus en plus petit“; „nous avons quatre équipes qui travaillent pour capturer les chiens vagabonds“; „pendant ce dernier mois nous n'avons reçu que 14 réclamations“) qui sont assez puissants par rapport à la vie quotidienne des citoyens. Malheureusement, pour la stratégie argumentative utilisée, l'un des arguments („nous avons sous contrôle la situation des chiens vagabonds“) est tout à fait vague et incapable de fonder la thèse.

Quant aux techniques d'argumentation utilisées, là les discussions peuvent être beaucoup plus amples. Comme structure générale, l'argumentation se fonde sur une *technique déductive propositionnelle* qui couvre un raisonnement de type *ponendo-ponens* un peu plus compliqué:

Si le nombre des chiens est de plus en plus petit et nous avons sous contrôle la situation des chiens et nous avons quatre équipes qui travaillent pour capturer les chiens errants et en dernier mois la mairie n'a reçu que 14 réclamations concernant les chiens errants *alors* les chiens errants ne sont pas un danger pour les habitants; (prémisse)

Le nombre des chiens diminue chaque jour et nous avons sous contrôle la situation des chiens et nous avons quatre équipes qui travaillent pour capturer les chiens errants et pendant dernier mois la mairie n'a reçu que 14 réclamations concernant les chiens errants; (prémisse)

Donc:

Les chiens errants ne sont pas un danger pour les habitants; C'est-à-dire dans une transcription formelle: (conclusion)

$(p_1 \& p_2 \& p_3 \& p_4) \rightarrow q$ (prémisse)
 $(p_1 \& p_2 \& p_3 \& p_4)$ (prémisse)

q (conclusion)

qui est un raisonnement valide.

Evidemment, il y a également d'autres types d'arguments et d'autres formes des techniques argumentatives qui sont utilisées dans les débats publics locaux, dans le processus de communication entre les citoyens et les autorités. Je voudrais mettre en évidence la réaction des citoyens de la ville Iasi à l'occasion d'une vraie tragédie déterminée par la négligence de certains services subordonnés à la mairie: un puissant incendie qui a détruit le logement d'une famille très pauvre d'un quartier éloigné. La

situation tragique est la suivante: le quartier où s'est passé la tragédie n'est pas raccordé aux utilités de la ville (l'eau courante, chaleur, électricité etc.). La famille a appelé aux improvisations. La conséquence est déjà connue. Un entier débat sur la préoccupation de la mairie concernant la situation de la banlieue. Voici un fragment d'une *lettre ouverte* adressée au maire de Iasi au 1^{er} février 2006:

„A partir du 1997 et jusqu'au 2005 j'ai informé le maire de Iassy – par de nombreuses lettres – de l'état de choses dans la banlieue «Cicoarei», avec ses habitants pauvres, ses habitants qui ont plusieurs enfants etc. J'ai continuellement réclamé les conditions minimales des services publics pour ces zones, et pour ces quartiers de Iasi: l'aménagement des rues, l'eau potable, le gaz, l'électricité, le raccordement au système de chauffage central, la construction d'un pont franchissant notre rivière etc. Malheureusement, la mairie et ses institutions n'ont rien fait. Le résultat: une grande tragédie pour une famille qui a perdu cinq de ses enfants, sa maison et ses moyens de subsistance (N.R., habitants de la banlieue «Cicoarei», *Lettre ouverte* au maire de Iasi, „Ziarul de Iasi”, 1 février 2006).

Au-delà de tout le *pathos* et de toute l'indignation qui se dégagent du ton de cette réaction, nous voulons détecter l'organisation rationnelle de l'argumentation, la modalité selon laquelle l'intervenant essaie de convaincre la population de Iasi (bien que la lettre soit adressée au maire, elle a en vue la sensibilisation de toute population) et les autorités de la vérité de son énoncé:

La tragédie a pour causes la négligence et le désintérêt de la mairie et de ses institutions pour assurer les conditions minimales d'utilités publiques.

Le parcours de l'argumentation est:

Toutes les zones qui ne disposent pas de conditions minimales de services publics génèrent de vraies tragédies *(prémisse majeure)*

La zone «Cicoarei» ne dispose pas de ces conditions minimales de services publics *(prémisse mineure)*

La zone «Cicoarei» va générer des tragédies *(conclusion)*

qui n'est rien d'autre chose qu' une *technique déductive d'argumentation syllogistique* (nous avons affaire avec un syllogisme de première figure, le mode *Barbara*). Par conséquent, une technique d'argumentation valide.

Quelles sont les preuves dans cette argumentation et quelle est leur force ? Nous retrouvons, tout d'abord, quelques *arguments fondés sur les faits*:

(a₁) La banlieue «Cicoarei» a une situation spécifique: les habitants sont très pauvres, ils ont de nombreux enfants;

(a₂) La banlieue ne bénéficie pas des conditions minimales de services publics (l'eau, le gaz, l'électricité, l'aménagement des rues).

Ces arguments sont très forts: les faits (la pauvreté, l'absence du gaz, de l'électricité, de l'aménagement des rues etc.) qui sont connus par les citoyens (et, également, par les autorités locales) ont une puissante influence et ils peuvent assurer la conviction des récepteurs. La puissance de ces arguments vient du fait qu'ils concernent jour à jour la vie quotidienne de chaque habitant de la ville.

Nous rencontrons, en second lieu, un *argument fondé sur la valeur*: chaque séquence discursive (et la lettre en son intégralité) témoigne de l'exigence d'égalité et d'équité sociale pour tous les membres de la communauté locale. Au nom ces valeurs,

l'expéditeur a cette réaction véhémement à l'encontre la passivité des autorités locales. Par conséquent, le troisième argument, qui dans le texte est implicite, est le suivant:

(a₃) Tous les citoyens sont égaux et doivent avoir les mêmes conditions de vie.

Cet argument fondé sur la valeur est à l'origine de plusieurs questions implicites de l'intervention discursive, des questions qui constituent, en fait, le cadre qui organise l'argumentation:

(q₁) Pourquoi n'y a-t-il pas d'incidents de ce genre dans les quartiers aisés de la ville ?

(q₂) Pourquoi la plupart des investissements visent le «centre» et non pas la «périphérie» ?

(q₃) Où habitent les leaders locaux: dans le centre ou dans la périphérie ?

La force de cet argument fondé sur la valeur est significative dans l'économie de la démarche argumentative parce que tout individu réagit favorablement à l'idée d'égalité et à l'idée d'équité sociale.

Enfin, nous pouvons retrouver facilement les cadres du raisonnement inductif: en général il donne seulement des conclusions probables. Soit l'exemple qui suit:

„La situation et les mesures en ce qui concerne les chiens communautaires doivent être jugées cas par cas. Il y a des chiens errants qui ne sont pas agressifs. Puis il y a des institutions qui sont payées par la communauté locale pour prendre soin des chiens communautaires. Je ne suis d'accord avec l'intervenant antérieur: par exemple, je n'aime pas les alcooliques. Qu'est-ce que nous pouvons faire ? Les tuer ?“ (G.L., le président de l'association pour la protection des animaux „Une âme pour chacun“, intervention en direct au débat télévisé „Une après-midi avec Iulian Mîcu“, «Tele-M», Iasi, 1 février 2006).

Cette intervention en direct est la conséquence d'une autre qui soutenait l'idée que les chiens errants devraient être tués. Mais la réaction véhémement du président de l'association a été surtout déterminée par l'argument invoqué:

Je n'aime pas les chiens errants.

Pour combattre son opposant, l'intervenant utilise un *raisonnement par analogie*. En bref, un raisonnement par analogie est fondé sur la relation de similitude entre deux faits, deux situations, deux relations, relation où l'un des faits, des situations ou des relations est plus connu et l'autre moins connu. Sur le fondement de cette similitude, il est possible d'extrapoler une certaine caractéristique du fait connu à celui moins connu pour l'expliquer.

C'est le parcours standard qui s'utilise pour la *soutenance* d'une thèse, d'une idée: nous pouvons soutenir une thèse si nous pouvons montrer que le fait décrit par la thèse a des similitudes avec un autre fait et qu'une caractéristique du dernier fait peut être extrapolée au premier fait. Une technique d'argumentation fondée par le raisonnement analogique peut être utilisée également pour la *réfutation* d'une thèse. Comment est-il possible? En montrant que il y a des situations similaires où la caractéristique ne s'applique pas. C'est la procédure à laquelle a recouru l'intervenant dans la séquence ci-dessus:

On ne peut pas tuer les chiens errants parce qu'on ne les aime pas

(*parce que*)

Nous ne tuons pas les alcooliques bien que nous n'aimons pas les alcooliques

et

Si le principe ne s'applique pas dans un des deux cas, alors il est plus possible qu'il ne s'applique pas dans l'autre.

Sous la force et la pression de ce raisonnement, il est possible que l'intervenant initial renonce à sa thèse et le conflit d'opinion avec le dernier s'éteigne.

5. Les procédures thématiques

Il est vrai qu'il est possible de dépasser un conflit d'opinion à l'aide de procédures logiques: un raisonnement valide oblige l'interlocuteur de renoncer à son idée et d'assumer l'idée vraie de proposant. Nous voulons souligner que bien que les procédures logiques soient très importantes dans les débats publics et peuvent avoir parfois des résultats surprenants, elles ne sont pas singulières. D'autres procédures visent le rôle du thème dans les relations publiques. Il est possible d'influencer l'autrui par la modalité d'organiser le thème du discours public (clarté, exactitude, essentialité). Nous assumons ici comme outil de travail le concept de *schématisation discursive* proposée par Jean-Blaise Grize et ses collaborateurs (Borel, Grize et Miéville, 1983; Grize, 1996).

Qu'est-ce que la schématisation discursive? Les auteurs invoqués partent de l'idée que, devant un public plus nombreux, nous ne pouvons pas développer tous les détails du thème proposé, mais seulement une *image sommaire et essentielle* du thème qui peut assurer une compréhension exacte et rapide de la problématique développée:

„Chaque fois qu'un locuteur A fait un discours, il propose une schématisation à un interlocuteur B. Les activités logico-discursives de A s'exercent dans une situation d'interlocution déterminée. La schématisation que A propose à B est fonction de la finalité de A mais aussi des représentations qu'il se fait de B, de la relation qu'il soutient avec B et de ce dont il est question, c'est-à-dire du thème T. La schématisation comporte des images de A,

de B et de T. Elle contient aussi des marques de son élaboration“ (J.-B.Grize, *Schématization et logique naturelle*, in: M.-J.Borel, J.-B.Grize, D.Miéville, *Essai de logique naturelle*, Peter Lang, Berne, Francfort/M, New-York, 1983, p. 99).

L'idée est que la compréhension, la conviction sont facilitées par cette image sommaire et essentielle et par cela les conflits d'opinion peuvent être résolu. Voyons au travail le concept de schématisation discursive. Soit la séquence discursive:

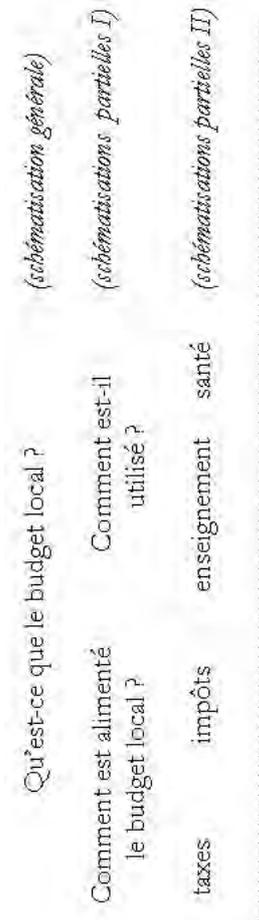
„Le budget local est alimenté par la contribution de tous les habitants de notre ville (taxes, impôts). Pour ce raison, il doit être utilisé pour assurer les meilleures conditions de vie et de création pour tous les citoyens. La mairie a analysé avec toute l'attention la distribution du budget local pour cette année. Les principales directions d'utilisation de l'argent public seront: l'enseignement, la santé, l'infrastructure urbaine, les transports publics, le chauffage central des bâtiments de la ville, y compris l'eau chaude, l'éclairage public. Ce sont les priorités des autorités locales qui visent les habitants de notre ville“ (Le discours de présentation du maire à l'occasion du débat télévisé: *Comment est utilisé le budget local?*, «TVR Iasi», «Impact», 24 Janvier 2006).

Deux choses sont intéressantes pour le maire dans ce contact direct avec les habitants de Iasi dans un problème si important:

Comment est alimenté le budget local ?
Comment est-il utilisé ?

Si la réponse à ces deux questions est acceptable pour le public, alors une image adéquate concernant le problème du budget local peut être induite dans la conscience des citoyens. Les réponses à ces deux questions constituent les *schématisations partielles* de la *schématisation générale* du discours („budget local“). A notre avis, la

présentation du maire répond en totalité à ces deux exigences d'une bonne schématisation discursive: image sommaire et image essentielle du thème. Plus intuitivement, le contour thématique peut être représenté de façon suivante:



C'est une image sommaire (nous avons seulement les éléments absolument nécessaires pour comprendre la notion de „budget local“) et, également, une image essentielle (nous avons ici seulement les éléments qui caractérisent la nature intime et l'identité de la notion en discussion).

Nous avons affaire ici avec la schématisation discursive proposée par le

maire autour du concept de „budget local“. Est-elle acceptée par tous les citoyens de la ville ? Evidemment que la réponse est négative: il y a beaucoup de citoyens qui ont une autre opinion sur la modalité de construction du budget local et, également, sur les direction d'utilisation de ces ressources locales. D'où le conflit d'opinion entre le maire et ces citoyens. En cette situation nous sommes devant une *confrontation de schématisations discursives opposées* par rapport au concept de budget local. La confrontation est présente même dans le même débat télévisé par l'intervention des reporters en direct avec les citoyens:

- (R₁): J'attends depuis 48 ans l'aménagement de cette rue qui est misérable;
- (R₂): Je pense que l'argent public n'est pas utilisé d'une façon adéquate. Je vois toujours les bus en misère, les espaces verts qui ne sont pas bien entretenus, les billets de transport qui sont très chers;
- (R₃): C'est extraordinaire, Monsieur. Les taxes sont très grandes. Y a-t-il quelqu'un qui pense au retraite ?
- (R₄): C'est pire qu'à la campagne. Les rues pleines de trous, la boue jusqu'aux genoux.....

Chaque réponse donne une autre image soit en ce qui concerne la modalité de constitution du budget local (par exemple, R₃: les pensionnaires doivent payer les taxes plus petites) soit en ce qui concerne les directions d'utilisation du budget local (R₁ et R₄: l'aménagement des rues; R₂: les bus, les espaces verts, les billets). Au moins partiellement ils sont en contradiction avec l'image du maire sur la construction et sur l'utilisation du budget local.

La schématisation discursive peut assurer une conviction par l'intermédiaire des *significations* qu'elles dévoilent devant les interlocuteurs. Nous voulons souligner à ce point la double signification de toute

schématisation discursive: une *signification descriptive* (qui a le rôle d'informer le récepteur sur un fait, une situation, une relation) et une *signification attitudinale* (qui a le rôle de montrer au récepteur la position, l'attitude de l'orateur par rapport aux faits décrits). L'unité de ces deux significations contribue à faciliter l'acte de conviction de l'interlocuteur, du public: à l'aide de la signification descriptive nous pouvons assurer la connaissance du fait décrit (par conséquent, l'acte de jugement de l'interlocuteur est en connaissance de cause) et à l'aide de la signification attitudinale nous pouvons déterminer certaines réactions psychologiques par rapport au fait décrit (la contagion des attitudes). Voilà la séquence ci-dessous:

„Nous avons vu des images terrifiantes. Je devrais regretter que j'habite Tomesti. Malgré de ces conditions, à Tomesti il y a la vie, il y a des enfants qui étudient, il y a des enfants avec de bons résultats en sport, les gens sont optimistes et ils croient que nous allons trouver des solutions acceptables à la fois pour la municipalité et également pour les citoyens. Est-il possible alors d'implanter une décharge à 350 m de l'école du village ?“ (S.T., le maire de la localité Tomesti, intervention au débat télévisé „Impact“, «TVR-Iasi», 24 Décembre 2005)

Quelques précisions pour comprendre le cadre général de la controverse. La construction d'une décharge a suscité une longue discussion. L'emplacement trouvé par la mairie: la localité Tomesti (un village à 10 km de Iasi). Mais une réaction de refus total a été déclenchée par les habitants de la localité susnommée. Les arguments sont nombreux. Dans ces conditions, la télévision «TVR-Iasi» organise un débat dans son émission de dialogue avec les citoyens: „Impact“. Au débat est invité, entre autres, le maire de la localité Tomesti. Son intervention présentée ci-dessus poursuit un reportage qui met en évidence

les conditions déplorables d'habitation des citoyens.

Le maire a poursuivi deux choses: montrer les conditions misérables des habitants de la localité et, également, montrer la réaction véhémente de refus du projet par les habitants. Pour accomplir le premier but il est aidé par le reportage qui montre avec la force de l'image télévisée la situation de la localité. Ainsi, le texte de l'intervention ne contient pas une description de ces conditions (seulement un renvoi allusif: „Nous avons vu des images terrifiantes“). Son discours se focalise sur l'attitude psychologique de tous les gens de bon sens à la vue de telles images. Il construit une signification attitudinale particulièrement captivante:

„Je devrais regretter d'habiter Tomesti“ *(répulsion)*

„Malgré ces conditions, à Tomesti il y a la vie...“ *(espoir)*

„...il y a des enfants qui étudient, il y a des enfants avec de bons résultats en sport...“ *(fierté)*

„...les gens sont optimistes et ils croient que nous allons trouver des solutions acceptables à la fois pour la municipalité et pour les citoyens...“ *(croyance)*

„Est-il possible d'implanter une décharge à 350 m de l'école du village ?“ *(indignation)*

La „coopération positive“ (von Wright) entre la signification descriptive (qui assure la connaissance exacte des données) et la signification attitudinale (qui assure la manifestation d'un état psychologique par rapport à l'événement) peut avoir une influence importante sur le récepteur et, finalement, mener à un changement d'opinion.

Les schématisations discursives sont créées à l'aide de certaines *opérations métadiscursives*: les opérations de sélection, les opérations de dénomination, les opérations d'ordre sont les plus importantes (Vignaux, 1976: 94-102). Par conséquent, toute schématisation discursive est un *acte intentionnel du locuteur* (celui qui parle) construit en fonction de ses intentions discursives. Dans ces conditions il procède à une sélection des faits (il choisit seulement les faits qui soutiennent le but de son intervention discursive), à une sélection de ton et d'attitude (un ton radical et une attitude véhémente s'il combat son adversaire par exemple), à une sélection de l'expressivité (une attention spéciale pour les expressions utilisées s'il parle devant une foule par exemple). Parfois, si la situation le demande, le locuteur peut appeler aux opérations de dénomination (définition des termes, caractérisation des objets ou des personnes nommés). En plus, la schématisation discursive est plus performante si le locuteur choisit l'ordre le plus adéquat de présentation des événements ou des faits.

Nous voulons exemplifier l'action des opérations de sélection qui agissent dans les discours de la gouvernance locale et des citoyens lorsque les deux parties débattent les problèmes d'intérêt pour la communauté. Nous allons poursuivre un débat télévisé dans une émission intitulée „La couleur des argents“ («TVR-Iasi», 3 Mars 2006), débat sur la modalité d'aménagement moderne du centre de la ville Iasi (le projet „Madison-Palace“). Les membres du Conseil Local ont adopté, à la fin de plusieurs discussions contradictoires, un projet d'association en participation avec une firme privée pour moderniser le centre historique de la ville (connu sous le nom: le projet „Madison-Palace“).

Voici les points de vue des autorités locales:

„La mairie est depuis longtemps à la recherche d'un moyen de financement afin de moderniser le centre historique de notre ville. N'ayant pas les ressources financières suffisantes pour soutenir seule ce projet. Par conséquent, elle a recouru à une association en participation avec une entreprise privée. Je suis sûr que la mairie va recevoir de l'argent pour un terrain qui maintenant ne produit rien. Plus encore, la mairie a des frais avec ce terrain. En plus, nous allons avoir ici l'une de plus belles zones de notre ville“ (Gh.N., le maire de Iasi, le discours à la fin de la négociation du contrat d'association, 28 décembre 2004);

„J'ai demandé une transparence totale en ce qui concerne ce projet parce qu'il intéresse tous les membres de notre communauté, j'ai proposé un contrôle de tous les documents par les services spécialisés de la mairie“ (C.G., conseiller local, 28 décembre 2004);

Nous avons là deux schématisations discursives sur le même sujet: le plan de modernisation du centre historique de la ville Iasi. Mais combien de différences entre elles ! La première est le résultat d'une sélection des aspects qui constituent les arguments forts choisis par l'initiateur du projet pour emporter l'adhésion du public:

- (a₁): „La mairie cherche depuis longtemps un moyen de financement pour moderniser le centre historique de notre ville“;
- (a₂): „Elle n'a pas les ressources financières suffisantes pour soutenir seule ce projet“;
- (a₃): „...la mairie va recevoir de l'argent pour un terrain qui aujourd'hui ne sert à rien“;
- (a₄): „...le terrain va devenir l'une de plus belles zones de notre ville“.

Mais il y a bien évidemment des aspects gênants pour le maire, aspects qui sont éludés:

Pourquoi ce projet n'a-t-il pas été soumis à un appel d'offres ?

Pourquoi la mairie a-t-elle accepté seulement deux propositions qui émanent du même offreur ?

Les citoyens sont-ils informés sur les obligations du contrat ?

La deuxième schématisation discursive est celle d'un conseiller municipal qui représente l'opposition. Rien de ce qui dit le maire n'est retenu par ce conseiller dans son discours. D'autres problèmes sont mis en évidence: la nécessité de la transparence totale du projet, la nécessité du contrôle des tous les détails, ce qui laisse entendre qu'il existe des aspects cachés.

Sur le même problème nous avons, également, le point de vue d'un citoyen qui est intervenu en direct dans le débat télévisé:

„Je suis un citoyen intéressé par tout ce qui se passe dans notre ville et je suis au courant de toutes les propositions de la mairie concernant la modernisation de la ville. Mais, malheureusement, je ne suis pas au courant de ce projet parce que la mairie n'a rien fait en ce sens. Toutes les discussions entre les participants – je les ai suivies – concernent l'argent, la légalité, les coûts. Je me demande, la mairie ne devrait pas interroger les citoyens sur ses projets de modernisation de la ville ? Quelle est la stratégie de la mairie en ce sens ?“ (V.A., «TVR-Iasi», 3 mars 2006).

Nous avons ici une autre sélection des problèmes considérés comme les plus importants pour le projet en discussion.

6. Les procédures stylistiques des débats publics locaux

Les procédures logiques (raisonnements et arguments) nous montrent les voies d'ordre rationnel qu'il convient pour emporter la conviction de l'interlocuteur.

Les procédures thématiques, la schématisation discursive surtout, déterminent le choix d'une problématique adéquate dans l'acte d'influencer l'autre. Mais les procédures stylistiques viennent de compléter les contraintes rationnelles et thématiques en visant à une expressivité apte à séduire l'interlocuteur. Nous voulons voir si les figures et les techniques rhétoriques sont présentes dans la communication entre les autorités locales et citoyens, en quelle proportion et quel est leur pouvoir d'influence⁷. Cela parce que, en général, la présence des figures dans le discours a un rôle reconnu:

„Toutes les figures, à des degrés divers, ont les mêmes buts: faire voir, pour graver le discours dans la mémoire des auditeurs, donner un corps aux arguments abstraits, orner le discours pour plaire, lui donner de la force pour émouvoir“ (Joëlle Gardes-Tamine, *La rhétorique*, Armand Colin, Paris, 2002, p. 130).

Nous ferons nôtre la partition de Marc Bonhomme qui distingue entre quatre classes de figures de rhétorique:

⁷ Il y a des recherches intéressantes qui montrent la présence des figures de rhétorique dans les différents types de discours. Voilà une statistique significative qui met en évidence la présence des figures de rhétorique à ceux deux hommes politiques dans un débat:

	Fabius	Chirac
Nombre de figures utilisées	342	428
Figures de construction	33,33%	31,53%
Arguments rhétoriques	28,35%	24,75%
Figures de pensée	21,92%	25,93%
Figures de sens	13,73%	10,04%
Figures de mots	2,63%	7,71%

(Cf. Rodolphe Ghiglione, *Je vous ai compris ou l'analyse des discours politiques*, Armand Colin, Paris, 1989, p. 127). Pour le même problème voir: Alexandre Dorna, *Les effets langagiers du discours politique*, in: *Argumentation et rhétorique*, II, Hermès, 16, Paris, 1995, pp. 131-146;

morphologiques, syntactiques, sémantiques et référentielles (Bonhomme, 1998). Les figures morphologiques sont des ornements rhétoriques qui ont leur origine dans les changements qui se produisent au niveau de la substance sonore ou graphique du mot ou de la séquence discursive. Dans le discours oral, l'effet d'un tel ornement stylistique s'explique par ce changement sonore. Il y a beaucoup de figures morphologiques. Nous avons en attention ici seulement l'une d'entre elles: l'*allitération* (la répétition d'une consonne dans un mot ou dans une phrase). Voilà une séquence discursive qui exprime la réponse d'un citoyen de Iasi à une enquête: „Vous êtes d'accord avec la taxe sur le vice (taxe sur le tabac) ?“:

„Je ne suis pas fumeur et, par conséquent, je ne suis pas affecté par cette taxe. Mais il y a des problèmes avec la santé, avec l'argent. Bien sur, si l'argent serait utilisé pour la construction des hôpitaux et pour d'autres programmes de santé, c'est une chose très bonne, mais l'argent ne doit pas parvenir des gens. Cette lutte contre fait de fumer est une activité continuellement déroulée, mais il est très difficile que tous renoncent à ce vice. D'autre part, je pense que le fait de fumer n'est pas un vice mais qu'il est, pour de nombreuses personnes, un délice“ (V.R., 70 ans, retraité, „Ziarul de Iasi“, 2 février 2006).

La dernière proposition de cette séquence discursive est une illustration de la figure de rhétorique que nous avons invoquée:

„...je pense que le fait de fumer n'est pas un vice, mais qu'il est, pour de nombreuses personnes, un délice“

où nous sommes devant la répétition des phonèmes „un“ et „i /ce“ (rime intérieure) avec une influence significative sur le récepteur tenant compte encore de l'effet de rime qui se dégage de cette suc-

cession de mots. Evidemment, la procédure rhétorique peut être rencontrée dans les débats spontanés de la télévision:

„Nous ne protégeons pas le consommateur en partant du prix“

dit un représentant du Conseil Local dans une polémique à la télévision sur la modalité d'assurer la chaleur dans les logements des habitants de Iasi („Une après-midi avec Iulian Micu“, «Tele-M – Iasi», 21 novembre 2005). Il fait, peut-être sans le savoir, comme M. Jourdain, une figure rhétorique (allitération) par la répétition de la consonne „p“.

Les figures syntactiques concernent l'ordre et l'organisation des mots dans la construction des propositions et des phrases. Par un changement d'ordre on peut attirer l'attention du récepteur, de l'interlocuteur sur les faits ou sur les situations décrites. Une forme très courante de cette classe de figures utilisées dans les débats est la *répétition*:

„Tout ce qui est fait dans notre ville est fait avec *l'argent du budget local*: assurer l'état de propreté des parcs ça se fait avec *l'argent du budget local*, l'aménagement des rues se fait avec *l'argent du budget local*, l'énergie thermique est assurée avec *l'argent du budget local*, le transport public se fait avec *l'argent du budget local*. Et ces sommes *d'argent relevant du budget local* sont très grandes“ (C.C., directeur exécutif de la Mairie de Iasi, intervention dans l'émission télévisé «Impact»: „Comment est utilisé le budget local ?“, «TVR-Iasi», 24 Janvier 2006).

La répétition de deux mots („argent“, „budget local“) focalise toute l'attention du récepteur sur les deux réalités fondamentales dans une discussion sur la modalité d'utilisation du budget local, c'est-à-dire des taxes et des impôts collectés des citoyens. Parfois on utilise avec beaucoup de succès la *gradation* (présenter les faits dans un ordre croissant avec un impact important sur le récepteur):

„Mon intention a été seulement d'attirer l'attention, de qui voudrait prêter son attention sur le fait que à part les questions économiques (très importantes), à part les passions politiques (aussi importantes), à part les polémiques culturelles (également très importantes), notre ville a des problèmes (combien d'importants ?) d'ordre municipal. En plus, notre ville ne se résume pas à son présent noble et a un futur majestueux mais il a, également, son passé majestueux.“ (V.G., „Ziarul de Iasi“, 27 Janvier 2006)

où l'auteur induit un ordre d'importance des faits à l'aide d'une présentation graduée de quelques questions qui doivent rester toujours à l'attention de la gouvernance locale.

Les figures sémantiques ont leur origine dans la transformation du sens d'une proposition ou d'une phrase (les „tropes“ de la rhétorique classique). Une figure sémantique beaucoup utilisée est l'*antithèse* (mettre en contraste, en opposition deux situations ou deux faits). Cette opposition résulte non pas d'une organisation spéciale des mots mais des leurs sens antinomiques:

„Les habitants des appartements de notre escalier ont fait toutes les réparations pour payer moins. Les autres escaliers de notre bâtiment n'ont pas fait ces réparations. Le résultat: nous avons payé plus ils ont payé moins!“ (L'intervention en direct d'un habitant de Iasi au débat télévisé „Une après-midi avec Iulian Micu“, «Tele-M Iasi», 8 février 2006)

une séquence illustrative pour montrer l'impact possible d'une bonne antithèse sur le public. Une espèce d'antithèse est l'*oxymore* (l'association de deux termes de sens opposés):

„Ça, c'est le paradis de la misère, du mal. C'est le paradis des corbeaux, des insectes, des chiens errants. Jour et nuit, ils sont toujours là pour chercher le peu qui leur faut pour vivre. D'ailleurs ils sont les seuls qui se réjouissent

lorsqu'un nouveau transport de Iasi vient arrive à la décharge" (La réponse d'un téléspectateur à l'enquête sur le placement d'une décharge écologique de la ville, «TVR-Iasi», 14 Décembre 2005)

où les premières séquences mettent en évidence la figure rhétorique susnommée. Evidemment, la communication entre les autorités locales et citoyens ne se concrétise pas dans des textes littéraires, et nous ne pouvons donc pas prétendre de trouver dans cette communication l'ensemble des figures de rhétorique. Parfois nous pouvons découvrir, vraiment, les bijoux de la figurativité:

„Au printemps notre ville est un vrai jardin, une symphonie de couleurs nous reçoit dans notre jardin botanique, une oasis de lumière et silence nous accompagne pendant notre méditation" (*Allocution du vice-maire de Iasi devant les habitants de la ville à l'occasion de l'ouverture d'une exposition florale au Jardin Botanique*, avril 2005)

Nous avons ici deux métaphores très expressives: „...notre ville est un vrai jardin..." et „...une symphonie de couleurs..." qui ont déclenché les applaudissements du public.

Enfin, quelques exemplifications sur le rôle des figures référentielles, celles qui sont obtenues par la transformations de la réalité désignée par une proposition ou une phrase. Il y a deux possibilités: soit l'agrandissement soit la diminution de la réalité. Si un discours agrandit la réalité, alors nous sommes devant une *hyperbole*:

„Le plus grand pillage du monde est à notre mairie"

dit un citoyen, probablement un peu emporté contre les autorités. Si la réalité est diminuée, alors nous sommes devant l'*euphémisme*:

„Au CET c'est plus qu'un management défectueux, au CET c'est un peu de mafia!" (D.O., «Tele-M Iasi», 21 novembre 2005).

Il y a beaucoup de situations dans lesquelles est utilisée l'*ironie* (dire quelque chose pour comprendre autre chose):

„Le maire a promis, pendant sa campagne électorale que notre ville va devenir une ville comparable avec Vienne! La promesse reste encore en vigueur?" (C.C., réponse à l'enquête „Quels sont les projets importants pour Iasi?", „Ziarul de Iasi", 10 février 2006)

Une ironie évidente à l'adresse de cette promesse hasardante du maire.

7. Erreurs dans les débats publics: les sophismes de la démocratie participative

Utiliser les arguments plus forts, les raisonnements valides, les idées les plus pénétrantes, les meilleures expressions c'est une image idéale sur la communication et, également, sur les débats polémiques. Dans une telle posture, tout le monde devrait convaincre l'autrui. En fait, dans la pratique discursive il y a beaucoup de situations où les arguments sont seulement apparents, les raisonnements donnent seulement l'impression de la validité, les expressions sont tout à fait ambiguës ou obscures. Dans tous ces cas, nous sommes en présence d'erreurs de communication, dans la plupart des cas devant des sophismes (Sullivan, 1963: 207-267; Hamblin, 1970; 1998; Woods et Walton, 1982; 1989; Warnick et Inch, 1989: 125-147).

Nous voulons analyser la présence des sophismes dans les débats locaux qui mettent en pratique l'idée de démocratie participative pour montrer soit l'intention de manipuler (utiliser un outil incorrect

pour obtenir la conviction, ou l'adhésion) les interlocuteurs, soit l'ignorance des participants à ce dialogue en ce qui concerne les outils discursifs utilisés dans les débats publics. Notre grille de lecture est le *modèle pragma-dialectique des sophismes* proposé par Frans van Eemeren et Rob Grootendorst (1996:107-237).

À l'opinion des auteurs invoqués, une dispute polémique, un conflit d'opinion peut être résolu à l'aide d'une communication bien faite. Pour arriver à ce but il est nécessaire de respecter les règles de la discussion critique. Les auteurs proposent dix règles de la discussion critique. Si une règle n'est pas respectée, alors nous sommes devant une classe des sophismes. Par conséquent, le modèle pragma-dialectique propose dix classes de sophismes: sophismes de confrontation, sophismes de rôles, sophismes de la représentation des points de vue, sophismes de défense, sophismes des prémisses implicites, sophismes de l'utilisation des points de départ, sophismes des schémas argumentatifs, sophismes de logique, sophismes de clôture, sophismes de langage. Dans la limite de cet article nous ne nous arrêtons que sur certains de ces sophismes.

Nous sommes devant un *sophisme de confrontation* si, dans un débat polémique, un participant n'a pas la possibilité d'avancer un point de vue ou de critiquer les points de vue avancés par les autres participants. Par conséquent, en ce cas, c'est la règle de la liberté maximale du participant qui n'est pas respectée. Une première modalité est *la menace* de l'interlocuteur. Voilà une petite séquence d'un dialogue télévisé («Tele-M» Iasi, 21 novembre 2005):

D.O.: „Dans votre entreprise, en dehors de certaines personnes qui sont très correctes et qui font leur travail...“

C.C.: „Il y a encore des voleurs...oui ?“

D.O.: „Oui, il y a un peu de mafia !“

C.C.: „Attention, Monsieur ! Votre affirmation est très grave et elle peut vous coûter une sanction pénale...“

où l'on remarque facilement la menace d'un interlocuteur pour atténuer la critique de l'adversaire. Un sophisme de confrontation. Une deuxième modalité est *l'attaque personnelle* (le classique *ad hominem*):

„Monsieur le Maire,

Nous, la famille C.I. et C.V. de Iasi (adresse complète), vous écrivons au nom des cents et milles de citoyens qui ont leur domicile sur les rues (les noms complètes) pour vous informer que les moyens de transport en commun de notre ville qui s'appellent «maxi-taxi» sont des crimes contre l'humanité. [...]. Tous ces barbares et tous ces cannibales de patrons de maxi-taxi poursuivent seulement leurs intérêts et leurs profits et non pas ceux de la communauté...“ (*Lettre adressée au Maire de Iassy*, 28 Juin 2005, Archives de la Mairie Iasi)

Dans cette séquence discursive nous trouvons les expressions „les barbares... et les cannibales de patrons...“ qui constituent une attaque personnelle à l'adresse des patrons. Nous ne pouvons prouver une thèse („Le transport en commun avec les «maxi-taxi» est misérable à Iasi“) à l'aide d'une attaque à la personne.

Dans une dispute critique, chaque partie est obligée de prouver son point de vue si l'adversaire le demande. Si cette règle n'est pas respectée, alors nous avons affaire avec les *sophismes de rôles*. Il y a plusieurs façons très subtiles d'éviter cette obligation: par exemple la présentation de la thèse comme une vérité connue avec laquelle tout le monde est d'accord:

„Je crois que nous ressentons, tous, l'absence d'une participation réelle et pertinente des jeunes à la vie publique. Leur dynamisme, leurs idées modernes, leur énergie doivent être utili-

sés dans la gestion de la vie quotidienne de la communauté. [...]. Il est absolument nécessaire que les institutions d'Etat, locales ou centrales, apprennent communiquer plus efficacement. C'est plus que de la transparence et de la communication, c'est un plus de sincérité par rapport à certaines catégories sociales et les jeunes en sont une" (*Allocution du Maire de Iasi au Centre Européen d'Information*, 4 Mars 2006, Archives de la Mairie Iasi).

Quelques phrases de ce texte sont, à l'opinion du maire, des vérités communes: „...nous ressentons, tous, l'absence de la participation réelle et pertinente des jeunes à la vie publique" (opinion tout à fait discutable!), „il est absolument nécessaire..." Une autre façon d'éviter à avoir à prouver ses dires est l'invocation d'une autorité:

„T.B. (conseiller local): Je suis tout à fait d'accord avec les plans de la Mairie pour la modernisation des transports publics dans notre ville. Ma question est: A-t-on réalisé une étude d'opportunité et de faisabilité pour cette action? Est-il opportun de faire l'acquisition de ces 89 d'autobus d'Ukraine?

Gh. N. (maire): Vous avez travaillé dans ce domaine et vous avez analysé les transports publics de notre ville. Nous avons déjà de telles études, elles sont faits par des spécialistes dans le domaine des transports publics (les professeurs de l'Université Technique de notre ville) et ils sont tous d'accord avec ce plan" (*La séance du Conseil Local du 6 Septembre 2004*, Archives de la Mairie de Iasi)

où nous découvrons rapidement une invocation de l'autorité épistémique („...sont faits par des spécialistes dans les transports publics...").

Les *sophismes des points de vue* sont observables si l'un des participants au débat n'a pas en vue dans sa critique le point de vue de l'interlocuteur. Soit qu'il se réfère à toute autre chose, soit qu'il déforme la

réalité présentée par l'adversaire, nous sommes devant cette classe de sophismes:

„A la Mairie du municipale Iasi
A l'attention de M. le Maire

Nous avons déposé auprès de votre service technique une réclamation concernant certaines réparations tout à fait nécessaires de la rue où nous habitons. Nous avons reçu une réponse qui n'a aucun rapport avec notre demande. Nous n'avons fait référence ni à la rue „Pacurari", ni à la rue „Garabet Ibraileanu", comme il est écrit dans la réponse, mais à la rue „Toma Cozma", qui est dans une état déplorable" (*La réclamation du président de l'association de locataires de la rue Toma Cozma*, 6 Septembre 2005, Archives de la Mairie de Iasi)

Nous pouvons tirer la conclusion que la réponse des services spécialisés de la mairie était un sophisme des points de vue.

Si un point de vue est défendu par un argument apparent ou faux, alors nous avons affaire avec un *sophisme de défense*. Par exemple, invoquer l'opinion de la foule dans un débat est une attitude sophistique:

„La plupart des gens sont convaincus que les ressources d'énergie et surtout leur disparition dans un futur prévisible n'ont pas un impact directement sur la vie quotidienne. C'est un problème global que nous avons tendance à laisser la résolution pour les prochaines générations. [...]. Presque tout le monde est d'accord que en absence de ressources d'énergie la vie est vraiment impossible, au moins sous la forme que nous connaissons aujourd'hui" (*Allocution du Maire à l'Exposition Internationale «Fusion Expo»*, Université «Al.I.Cuza» de Iasi, 19 Octobre 2005).

fragment qui illustre cette invocation de l'opinion de la foule. En fait, nous avons ici l'argument classique *ad populum*.

Il est possible d'utiliser dans une dispute critique des schémas argumentatifs

qui ne sont pas corrects ou qui ne sont pas adéquats au contexte du dialogue. Dans ce cas, nous sommes devant les *sophismes des schémas argumentatifs*. Dans l'exemple ci-dessous, extrait d'un débat public sur le plan urbanistique général de notre ville:

„Dans tous les vieilles villes de l'Europe on a gardé avec beaucoup de rigueur et avec beaucoup de piété toutes les traces de l'histoire et tous les souvenirs du passé: les habitants n'ont pas détruit la tradition par l'emplacement des non-valeurs dans les sites du patrimoine. Par conséquent, il s'impose impérativement que la mairie demande un „étude historique du centre ville de Iasi“ où pourrait être mis en place un „trajet historique du Centre“. Ici il est possible de placer tous les monuments du centre ville et de proposer d'autres nouveaux monuments...“ (architecte N.M., *Lettre ouverte adressée au Maire*, „Ziarul de Iasi“, 16 Mars 2006)

nous sommes devant une argumentation fondée sur l'analogie:

Un plan de modernisation de notre ville doit garder ses monuments historiques, conserver les traces du passé, et les intégrer dans un architecture nouvelle

(*parce que*)

Toutes les vieilles villes de l'Europe ont gardé leurs vestiges historiques et leurs traditions architecturales

et

Il y a beaucoup de similitudes entre la ville Iasi et les vieilles villes de l'Europe (tradition culturelle, monuments historiques etc.).

Si nous analysons plus attentivement cette analogie, nous allons découvrir qu'il y a des aspects essentiels très différents entre les vieilles villes européennes et la ville de Iasi (par exemple l'influence du régime communiste sur l'architecture de la ville).

Dans ce cas, l'argumentation est sophistique (le sophisme de l'analogie fausse).

Une forme fréquente d'erreur dans nos controverses est la tendance de généraliser même si notre observation part d'un cas singulier qui ne soutient pas une telle généralisation. Une telle erreur s'appelle la *généralisation hâtive*:

„...les concitoyens, les autorités ne s'alarment que lorsque se passe une tragédie. Pour les autorités a été nécessaire la mort du japonais (un citoyen japonais a été agressé par les chiens vagabonds en Bucarest et a décédé, n.a.) pour prendre les mesures adéquates contre les chiens vagabonds“ (C.B., *Intervention à la rubrique «Cela c'est mon opinion»*, „Ziarul de Iasi“, 8 février 2006).

Un seul cas („Un citoyen japonais a été agressé par les chiens vagabonds et a décédé“) détermine une soutenance générale („Les autorités ne s'alarment que lorsque se passe une tragédie“).

Une discussion qui fait appel à une argumentation fondée sur la relation de causalité a toutes les chances de se rencontrer avec le sophisme connu sur le nom *post hoc ergo propter hoc* (après cela, donc de cette cause):

„Grâce aux températures baissées de derniers temps nos installations ne résistent pas aux toutes les sollicitations. Pour ce motif nous avons des interrompions à l'énergie électrique qui sont réclamées par les citoyens“ (L.L., le porte-parole de l'Usine électrique de Iasi, *Réponse à une réclamation des citoyens*, „Ziarul de Iasi“, 28 Janvier 2006).

La vraie cause est la mauvaise organisation de l'activité de l'Usine électrique et non pas les températures baissées d'hiver !

Une attention spéciale doit être accordée à nos raisonnements utilisés dans les débats publics. Ils doivent être valides, c'est-à-dire ils doivent respecter les règles

de la rationalité. Sinon, alors la discussion entre dans le cadre des *sophismes de logique*. Par exemple, le *sophisme de la négation de l'antécédent*:

„Je voudrais mettre une question à M. le Maire: Vous connaissez que le directeur de la société de transport public encombre délibérément les moyens de transport parce qu'il oblige les chauffeurs de transporter, dans un programme de huit heures, 350 de personnes ?“ (C.C., conseiller local, *Interpellation adressée au Maire*, Séance du Conseil Local, 24 Mai 2004).

Le raisonnement est ci-dessous:

Si le chauffeur a une norme de passagers, alors nous avons une agglomération dans le bus.

Il est nécessaire de ne pas mettre une norme de passagers

Donc: Nos bus ne seront pas encombrés

qui est un raisonnement faux parce que l'antécédent („le chauffeur a une norme de passagers“) c'est seulement la condition suffisante du conséquent („nous avons une agglomération dans le bus“) et assure

seulement le passage de l'affirmation de l'antécédent à l'affirmation du conséquent.

8. Quelques conclusions

Notre proposition d'analyse du langage de la démocratie locale participative est un essai d'esquisser une réponse à la question: Comment est-il possible de résoudre les conflits d'opinion qui s'installent entre les autorités locales et les citoyens? Les investigations offrent quelques réponses: à l'aide des arguments et des techniques d'argumentation valides, à l'aide des idées convaincantes et de tout l'intérêt pour les interlocuteurs, à l'aide des expressions attractives qui peuvent persuader et séduire un récepteur quelconque. Evidemment, il est possible de faire encore des erreurs dans ce dialogue permanent entre les autorités et leurs interlocuteurs. Mais, connaître les erreurs possibles c'est une chance terrible pour les éviter dans les discussions publiques et pour gagner cette bataille discursive!

Références bibliographiques:

- BLONDIAUX, L., 2005, *Démocratie participative et démocratie représentative: le fonctionnement et le rôle des Conseils de quartier*, Conférence au Forum de la Démocratie locale, 28 Janvier 2005; http://www.mairie3.paris.fr/mairie3/download/Forum_Democratie_Locale_2005.pdf;
- BONHOMME, M., 1998, *Les figures clés du discours*, Paris, Editions du Seuil;
- BOREL, M.-J., Grize (J.-B.), Miéville (D.), , 1983, *Essai de logique naturelle*, Berne, Francfort/M, New-York; Peter Lang;
- BOURE, R., LOISEAU, G., (éds.), 2003, *Démocratie locale et Internet*, „Sciences de la Société“, No 60 – octobre, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail;
- BRATOSIN, S., 2001, *La concertation: forme symbolique de l'action collective*, Collection «Logiques sociales», Paris, L'Harmattan;
- CASSIRER, E., 1972, *La philosophie des formes symboliques*, Paris, Minuit;
- CHANEL, A., 2000, *Enseigner la science politique et/ou éduquer à la citoyenneté: tout d'abord, surmonter certaines difficultés sémantiques*, DEES No 119, Mars, CNDP;
- Démocratie et Etat de droit: qu'entend-t-on par là exactement?*, <http://www2.ac-lyon.fr/enseigne/ses/ecjs/democratie.html>;

- Démocratie, démocratie directe, démocratie participative: le peuple à la recherche de son pouvoir (perdu?)*, http://www.montbouge.net/article.php3?id_article=219;
- DISPAUX, G., 1984, *La logique et le quotidien. Une analyse dialogique des mécanismes de l'argumentation*, Paris, Les Editions de Minuit;
- DORNA, A., GEORGET, P., (sous la direction), 2004, *La démocratie peut-elle survivre au XXI^e siècle ? Psychologie politique de la démocratie*, Collection Psycho-Polis, Paris, In Press Editions;
- EEMEREN, F., GROOTENDORST, R., 1984, *Speech Acts in Argumentative Discussions. A Theoretical Model for the Analysis of Discussion Directed Towards Solving Conflicts of Opinion*, Dordrecht/Cinnaminson: Foris Publications PDA 1,;
- EEMEREN, F., GROOTENDORST, R., 1996, *La nouvelle rhétorique*, Paris, Kimé;
- EEMEREN, F., GROOTENDORST, R., SNOECK HENKEMANS, F., (eds), 1996, *Fundamentals of Argumentation Theory. A Handbook of Historical Backgrounds and Contemporary Developments*, New-Jersey, Lawrence Erlbaum Associates, Publishers, Mahwah, , cap. 10: «Pragma-Dialectics and Critical Discussion», pp. 274-311;
- GRIZE, J.-B., 1990, *Logique et langage*, Paris, Ophrys,;
- GRIZE, J.-B., 1996, *Logique naturelle et communications*, Paris, PUF;
- HAMBLIN, C.L., 1970, *Fallacies*, London, Methuen;
- HAMBLIN, C.L., 1998, *Fallacies*, in: *Studies in Critical Thinking and Informal Logic*, No 1;
- HEYWOOD, A., 1999, *Direct and indirect democracy*, in: Andrew Heywood, *Political Theory. An Introduction*, second edition, London, Macmillan Press Ltd.;
- PAILLIART, I., 2003, «Une histoire des formes communicationnelles de la démocratie locale», in: Robert Boure, Gérard Loiseau (eds), *Démocratie locale et Internet*, „Sciences de la Société“, No 60, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail;
- PERELMAN, Ch., OLBRECHTS-TYTECA, L., 1958, *La nouvelle rhétorique. Traité de l'argumentation*, Paris, PUF;
- SALAVASTRU, C., 2004, *Rhétorique et politique: le pouvoir du discours et le discours du pouvoir*, Paris, L'Harmattan;
- SULLIVAN, D., 1963, «Fallacies», in: *Fundamentals of Logic*, New-York, San Francisco, Toronto, London, McGraw-Hill Book Company, Inc.;
- VIGNAUX, G., 1976, «Les opérations du sujet», in: Georges Vignaux, *L'argumentation. Essai d'une logique discursive*, Genève, Librairie Droz,;
- WARNICK, B., INCH, E., 1989, «Fallacies: Detection of Faulty Arguments», in: *Critical Thinking and Communication. The Use of Reason in Argument*, New-York..., Macmillan Publishing Company;
- WOODS, J., WALTON, D., 1982, *Argument: the Logic of the Fallacies*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson;
- WOODS, J., WALTON, D., 1989, *Fallacies. Selected Papers 1972-1982*, Dordrecht/Providence, Foris/Berlin, Mouton de Gruyter, PDAG.